

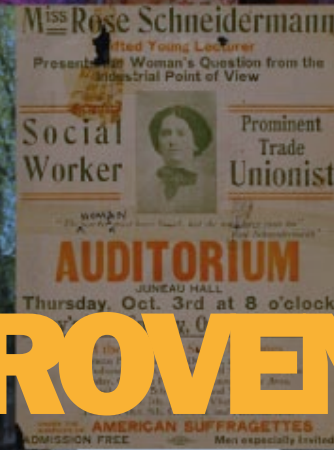
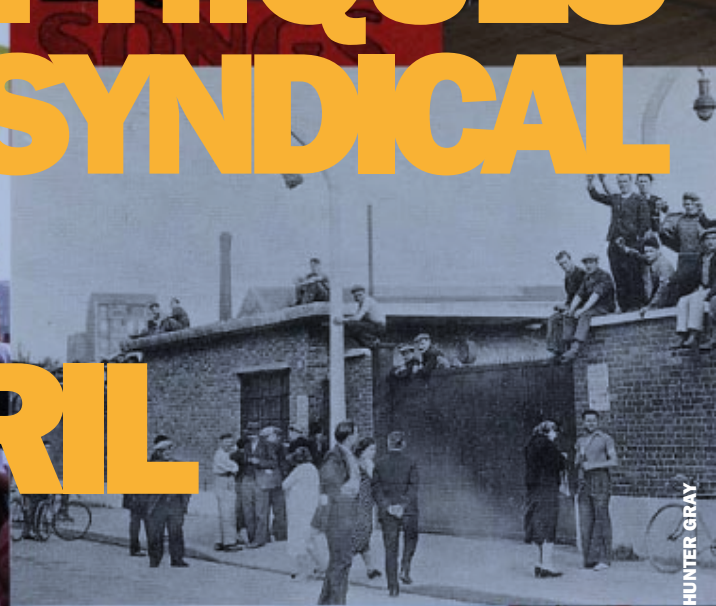


LE SYNDICALISME EN ACTES



JOURNÉES D'ÉTUDES APPROCHES ETHNOGRAPHIQUES DU TRAVAIL SYNDICAL

27 & 28 AVRIL 2017



LEST AIX-EN-PROVENCE



COMITE D'ORGANISATION

Yolaine Gassier, Baptiste Giraud, Cristina Nizzoli.

COMITE SCIENTIFIQUE

Anne-Marie Arborio, Flora Bajard, Sophie Bérout, Paul Bouffartigue, Yolaine Gassier, Baptiste Giraud, Arnaud Mias, Julian Mischi, Cristina Nizzoli, Sophie Pochic, Maud Simonet, Éric Verdier.

L'étude du syndicalisme est longtemps restée un objet d'étude marginal de la science politique et de la sociologie du travail, et le plus souvent réduite à l'analyse des causes et des symptômes de la « crise » des organisations de représentation des salariés (Bérout, 2005). Depuis une dizaine d'années, ce champ d'étude connaît cependant un regain d'intérêt évident, souvent dans le cadre d'un dialogue fructueux avec la sociologie des mouvements sociaux. De nombreux travaux ont ainsi réinterrogé l'étude des métamorphoses du syndicalisme à partir d'angles de questionnements renouvelés et diversifiés, en s'intéressant tout à la fois sur les dynamiques de l'engagement et des mobilisations syndicales (*Politix*, 2009 Bérout et Bouffartigue, 2009), aux évolutions du répertoire de l'action syndicale (Bérout et *alii*, 2008, Giraud, 2009, *Politix*, 2009 ; Narritsens et Pigenet, 2014), aux dispositifs organisationnels de formation des adhérents (Ethuin, Yon, 2014) ou encore aux stratégies développement de la syndicalisation dans les secteurs précaires (Heery et Adler, 2004 ; Milkman et Voss, 2004 ; Guillaume et Pochic, 2011 ; Bérout, 2013 ; Hocquelet, 2014). Ces travaux ont en outre pour intérêt de couvrir différentes organisations syndicales de salariés (Yon, 2008 ; Piotet, 2009 ; Bethoux et *alii*, 2013 ; *Terrains et Travaux*, 2014 ; Guillaume, 2014). Mais ce sont aussi d'autres espaces de la représentation syndicale, les organisations agricoles (Bruneau, 2006 ; Rouleau, 2013), et plus récemment encore, les organisations patronales (Offerlé, 2013 ; *Sociétés Contemporaines*, 2015) qui ont été investis comme des objets d'étude à part entière de l'engagement militant et du travail de représentation des intérêts professionnels et économiques. L'objectif de ces journées d'étude est de contribuer à valoriser le dynamisme de ces recherches et de les mettre en perspective autour d'un axe de réflexion qui les traverse de manière plus ou moins explicite : l'analyse du travail des militants et des professionnels de la représentation syndicale, que ces travaux contribuent à éclairer sous ses différentes facettes.

L'analyse du travail syndical a rarement été abordée en tant que telle, en dehors d'un récent numéro de la *Nouvelle revue de psychosociologie* (2014). Dans le prolongement de cette première contribution, l'ambition de ces journées d'étude peut être résumée autour de trois enjeux. Elle est d'abord de mettre en évidence ce que peut apporter à la compréhension des métamorphoses et des ressorts de l'activité des militants et des représentants syndicaux une approche ethnographique de leurs pratiques, équipée notamment de la « boîte à outils » de la sociologie de l'action collective. Par ailleurs, les travaux rassemblés dans ces journées d'étude visent à interroger ces processus de

LE SYNDICALISME EN ACTES

JOURNEES D'ETUDES APPROCHES ETHNOGRAPHIQUES DU TRAVAIL SYNDICAL

recomposition des modalités du travail syndical à différentes échelles, dans ses différentes scènes d'interaction (dans ses relations aux salariés, aux adhérents, aux directions), et donc sous ses différentes dimensions : qu'il s'agisse du travail de représentation institutionnelle ou bien du travail de mobilisation des groupes défendus. Enfin, la volonté de ces journées d'études est de ne pas réduire l'analyse du travail syndical aux seules organisations syndicales de salariés. L'objectif est au contraire de mettre en perspective les pratiques de leurs représentants avec celles que l'on peut observer auprès de leurs homologues dans les organisations patronales et agricoles. Il s'agit ainsi de saisir le travail qui se déroule à l'intérieur de ces différents espaces de l'action syndicale dans ce qu'ils ont à la fois de distinct et de commun.

Pour développer ces différents points de réflexion, nous proposons d'organiser la présentation des différents travaux et la discussion collective autour de quatre axes de réflexion, évidemment articulés les uns aux autres.

1 – OUTILS ET METHODES D'ANALYSE DU TRAVAIL SYNDICAL

Nous invitons d'abord les contributeurs à opérer un retour réflexif sur les méthodes et les outils théoriques mobilisés pour rendre compte de l'activité concrète des militants et des représentants syndicaux, sur les conditions qui rendent possible leur objectivation autant que sur les difficultés méthodologiques spécifiques qu'elle soulève.

Dans cette perspective, un premier ordre de questions consiste à interroger les apports autant que les limites des outils et des méthodes de l'enquête ethnographique appliqués à l'analyse du travail syndical. Nous souhaiterions en particulier que soit discutée la place donnée dans les dispositifs de recherche à l'observation des pratiques syndicales en situation et interrogée la manière dont elle s'articule à d'autres méthodes. En quoi l'observation permet-elle de dévoiler certaines pratiques syndicales difficilement dicibles et/ou de dégager des éléments d'intelligibilité originaux sur les ressorts des activités syndicales ? Quelles stratégies de recherche est-il néanmoins nécessaire d'articuler pour rendre compte de la variété des pratiques des représentants syndicaux et des mécanismes sociaux dont elles sont le produit ?

Si la présence prolongée sur le terrain nous semble essentielle pour saisir, sur le vif, la manière dont se déploie le travail syndical au quotidien (Arborio et *alii*, 2008), il convient néanmoins de s'interroger aussi sur les conditions qui en limitent le potentiel heuristique (Combes et *alii*, 2011). D'une part la posture du chercheur doit être questionnée afin d'éclairer son impact sur l'analyse du travail syndical. D'autre part, l'observation des pratiques de travail en situation ne suffit pas à rendre compte de l'ensemble de leurs déterminants sociaux. Enfin, tous les espaces et toutes les pratiques de la représentation syndicale ne se laissent pas observer avec la même facilité. Quels aspects du travail syndical restent difficiles à étudier *in situ* ? Quels angles morts les terrains d'enquête accessibles aux chercheurs ou privilégiés par eux contribuent-ils à (re)produire dans l'analyse du travail syndical ? Quelles autres sources et méthodes (archives, analyse

LE SYNDICALISME EN ACTES

JOURNEES D'ETUDES APPROCHES ETHNOGRAPHIQUES DU TRAVAIL SYNDICAL

documentaire, vidéo, etc.) peuvent-elles être alors mobilisées pour rendre compte des pratiques syndicales difficilement observables ?

2- POURQUOI ET COMMENT ANALYSER L'ACTIVITE SYNDICALE COMME UN TRAVAIL ?

Dans une autre perspective, ces journées d'études nous semblent également devoir être l'occasion de valoriser le renouveau théorique et conceptuel qui a accompagné le réinvestissement de l'étude des pratiques syndicales, et de s'interroger sur les prolongements qu'il est possible de lui donner.

Quels sont en particulier les profits de connaissance que rend possible le recours aux outils théoriques de la sociologie de l'action collective dans l'analyse des pratiques syndicales ? A partir de quelles questions nouvelles ce corpus théorique permet-il d'en rendre compte ? Quels sont les autres paradigmes d'analyse qui ont été investis dans ce champ d'étude ou qui mériteraient de l'être davantage, notamment pour rendre compte des effets des rapports sociaux de domination de sexe, de race et de classe sur les dynamiques qui structurent les activités syndicales (Dunezat, 2006) ? Dans une autre optique, en quoi les outils théoriques de la sociologie du travail, largement employés pour rendre compte du travail associatif (Hély, Simonet, 2013) ou du travail politique (Demazière, Le Lidec, 2014), peuvent-ils être également réinvestis de manière heuristique pour saisir l'activité des représentants syndicaux ?

Cette dernière question engage des enjeux d'ordre épistémologique, qui sont aussi des enjeux de lutte plus politiques sur la manière de catégoriser la nature des activités syndicales et de ce qui se joue à travers elles. En particulier est-ce que, dans le prolongement des travaux qui ont été récemment consacrés à la sociologie du travail militant (Nicourd, 2009), du travail associatif (Simonet, 2010) et du travail représentation politique (Mazeaud, 2014), les activités syndicales sont également étudiées comme un travail à part entière par les sociologues qui s'emparent de cet objet d'étude comme par les principaux concernés ?

Les militants et dirigeants des organisations syndicales et patronales définissent-ils eux-mêmes leur activité comme un « travail » ou cette notion rencontre-t-elle au contraire chez eux des résistances et des formes de dénégation ? Au-delà de ce qu'en disent les acteurs syndicaux, il est nécessaire de s'interroger sur les dimensions et les critères à partir desquels leurs activités peuvent et gagnent à être (ou non) appréhendées comme des activités de travail. A partir de quelles dimensions et de quels critères le travail syndical peut-il être défini ? De quelle manière s'exprime-t-il sur les différents terrains ? Quelles formes prend le processus de professionnalisation des activités syndicales ? Plus largement, quelle variété de compétences et de savoir-faire spécialisés (militants, professionnels, experts) se transmettent et s'actualisent dans le cadre des activités syndicales ? Et en quoi une approche du syndicalisme par l'étude du capital militant (ARSS, 2004) et des compétences pratiques (Mathieu, 2002) qu'il implique permet-il de mieux rendre compte de ses conditions de possibilité et de ses transformations ?

LE SYNDICALISME EN ACTES

JOURNEES D'ETUDES APPROCHES ETHNOGRAPHIQUES DU TRAVAIL SYNDICAL

3 – DYNAMIQUES ET VARIETES DES PRATIQUES DE LA REPRESENTATION SYNDICALE

Les questions posées par l'analyse du travail syndical s'intègrent par ailleurs dans une réflexion plus large sur la variété des activités accomplies par les représentants syndicaux et des dynamiques qui règlent leur fonctionnement selon les contextes dans lesquels elles se déploient. Les compétences et savoir-faire que les représentants syndicaux ont à mobiliser varient effectivement selon qu'il s'agisse par exemple d'animer un stage de formation, une section syndicale ou une union locale, de gérer une mobilisation et/ou une négociation, etc. De même, les contraintes de l'activité syndicale se déterminent et se saisissent en fonction des univers sociaux et institutionnels dans lesquels elles s'inscrivent. Il semble par exemple essentiel de se demander quelles sont les spécificités du travail syndical selon qu'il se déploie à l'intérieur ou à l'extérieur des établissements (Mischi, 2016). C'est plus largement l'analyse des effets des rapports sociaux de domination (Dorlin, 2009) qui contraignent et façonnent le travail syndical qu'il nous intéresse de questionner.

L'analyse du travail syndical est inséparable pour cela d'un questionnement sur les modalités de son organisation concrètes, sur les logiques sociales de sélection de celles et ceux qui prennent en charge le travail de représentation syndicale (qu'il s'agisse des militants, des permanents et autres salariés des organisations syndicales), des éventuelles transformations du profil de ces acteurs, des formes de division du travail militant auxquelles elles s'articulent (Dunezat, 2006). Rendre compte des effets du genre et de la racisation sur la sphère syndicale s'avère indispensable afin de mieux saisir le sens que les syndicalistes attribuent au travail syndical, ainsi que la manière dont leur rapport subjectif à ce travail se construit en lien avec le profil des travailleurs (femmes, jeunes, travailleurs racisés) auxquels ils s'adressent (Nizzoli, 2015). De ce point de vue, l'analyse des sociabilités syndicales et des socialisations militantes sont également une dimension importante du travail syndical à interroger pour saisir ce qui se joue dans ces interactions du point de vue de la transmission des "ficelles" de l'action syndicale et des tensions qui caractérisent les relations entre représentants syndicaux et publics représentés (salariés et chefs d'entreprise en premier lieu), mais aussi des modalités de coopération entre mandataires syndicaux et patronaux (Gassier, 2016). Sous tous ces aspects, l'étude du travail syndical, saisi en ses différents lieux, constitue une approche assurément heuristique pour réinterroger la variété des ressorts de l'action syndicale, de ses contraintes et de ses processus de transformations contemporains (institutionnalisation, professionnalisation, etc).

Cette approche multi-niveaux et multi-contextes apparaît également pertinente pour réinterroger les limites de validité de certaines catégories d'analyse généralement mobilisées pour rendre compte de la spécificité supposée du syndicalisme français et de ses mutations : qu'il s'agisse par exemple de l'idée que le syndicalisme français n'est pas un syndicalisme de "services", de la tension entre activité syndicale de contestation et activité syndicale de gestion, ou bien de l'apparente bureaucratisation du syndicalisme français, etc. En saisissant l'activité syndicale à travers ses différentes dimensions, il s'agit

LE SYNDICALISME EN ACTES

JOURNEES D'ETUDES APPROCHES ETHNOGRAPHIQUES DU TRAVAIL SYNDICAL

précisément de montrer qu'elle n'est pas réductible à une seule d'entre elles. Dans les secteurs d'activité où les salariés ont un statut d'emploi et de travail fortement précarisé, l'organisation des mobilisations peut s'accompagner de permanences syndicales qui fonctionnent selon des modalités proches de la « relation de guichet » (Nizzoli, 2016). De même, dans le fonctionnement des organisations syndicales, le travail de lobbying auprès des élus s'adosse à une importante activité de services rendus aux adhérents (Healy, Giraud, 2015). En évitant de réduire l'analyse du travail syndical en le considérant des seuls points de vue des activités étiquetées comme militantes ou plus largement de l'activité des organisations syndicales de salariés, il s'agit de dépasser le clivage entre un « syndicalisme de lutte » et un « syndicalisme institutionnalisé », pour s'interroger sur la manière dont les différents registres de l'action syndicale s'articulent, se combinent, mais entrent aussi en tension. De même, en ne se limitant pas au seul périmètre des organisations représentatives de salariés, l'intention de ces journées est aussi de montrer comment les dilemmes posés par l'institutionnalisation de la représentation syndicale, par sa professionnalisation ou par la gestion de relation à la « base » traversent l'ensemble des sphères de la représentation patronale ou agricole.

4 - APPORTER UN ECLAIRAGE COMPLEMENTAIRE SUR LE TRAVAIL DE REPRESENTATION POLITIQUE

Enfin, ces journées d'étude s'inscrivent évidemment dans le prolongement des réflexions engagées ces dernières années sur les ressorts et les métamorphoses du travail de représentation politique. Essentiellement abordé du point de vue des activités qui se déroulent à l'intérieur des sphères de l'engagement associatif et partisan, ce champ s'est en revanche encore peu intéressé aux activités qui se déploient dans la représentation syndicale. Ces journées d'étude sont donc l'occasion d'apporter un éclairage plus spécifique sur les modalités du travail de représentation des intérêts socio-économiques. Dans cette optique, les conclusions de ces journées reviendront plus spécifiquement sur les parallèles ou, au contraire, les distinctions qui peuvent être faites du point de vue des logiques et des formes du travail syndical par rapport à ce qui a été mis en évidence dans le cas du travail politique et associatif.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

Actes de la recherche en sciences sociales, 2004/5, « Le capital militant (1). Engagements improbables, apprentissages et techniques de lutte », n° 155.

ARBORIO A.-M. et alii (dir.), 2008, *Observer le travail. Histoire, ethnographie, approches combinées*, La Découverte.

BÉROUD S., 2005, « Le syndicalisme construit par la science politique », in. CHAMBARLHAC V., UBBIALI G. (dir.), *Epistémologie du syndicalisme. Construction disciplinaire de l'objet syndical*, L'Harmattan, p. 13-34.

LE SYNDICALISME EN ACTES

JOURNÉES D'ÉTUDES APPROCHES ETHNOGRAPHIQUES DU TRAVAIL SYNDICAL

BÉROUD S., 2013, « Une campagne de syndicalisation au féminin. Une expérience militante dans le secteur de l'aide à domicile », *Travail, genre et sociétés*, n°30, p. 111-128.

BÉROUD S. et alii, 2008, *La lutte continue ? Les conflits du travail dans la France contemporaine*, Editions du Croquant.

BÉTHOUX E., 2013, *Sociologie d'un syndicalisme catégoriel. La CFE-CGC ou la fin d'une exception ?*, Armand Colin.

BRUNO I., 2006, *La confédération paysanne. S'engager à juste distance*, Thèse de science politiques, Université Paris 10.

COMBES H. et alii, 2011, « Observer les mobilisations. Retour sur les ficelles du métier de sociologue des mouvements sociaux », *Politix*, n°93, p. 7-27.

DEMAZIÈRE D., LE LIDEC P., 2014, *Les mondes du travail politique. Les élus et leurs entourages*, Presses universitaires de Rennes.

DORLIN E. (dir.), 2009, *Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination*. Presses universitaires de France.

DUGUÉ B. (dir.), 2005, *Le travail de négociation. Regards sur la négociation collective d'entreprise*, Octarès.

DUNEZAT X., 2006, « Syndicalisme et domination masculine en France : parcours bibliographique féministe », *Recherches féministes*, n° 19, p. 69-96.

ETHUIN N., YON K. (dir.), 2014, *La fabrique du sens syndical. La formation des représentants des salariés en France (1945-2010)*, Editions du Croquant.

GASSIER Y., 2016, « De l'institutionnalisation de la participation syndicale à la matérialisation d'un "dialogue social régional". Ressorts et usages des dispositifs de gouvernance dans l'action publique », Colloque international CHERPA « Ce dont la gouvernance est le nom ».

GIRAUD B., 2009, *Faire la grève. Les conditions d'appropriation de la grève dans les conflits du travail en France*. Thèse de science politique, Université Paris 1.

GIRAUD B., HEALY A., 2015, « Le syndicalisme patronal comme syndicalisme de services. L'offre de services dans le travail de recrutement local des patrons », *Sociétés Contemporaines*, n°98, p. 19-48.

GUILLAUME C. (dir.), 2014, *La CFDT, Sociologie d'une reconversion réformatrice*, Presses universitaires de Rennes.

GUILLAUME C., POCHIC S., 2009, « Quand les politiques volontaristes de mixité ne suffisent pas : les leçons du syndicalisme anglais », *Cahiers du Genre*, n°47, p. 145-168.

HELY M., SIMONET M. (dir.), 2013, *Le travail associatif*, Presses universitaires de Paris Ouest Nanterre.

HEERY E., ADLER L., 2004, « Organizing the Unorganized », in. FREGE C.-M., KELLY J., *Varieties of Unionism. Strategies for Union revitalization in a Globalizing Economy*, Oxford University Press, p. 45-69.

HOCQUELET M., 2014, « "Making Change at Walmart" : le syndicalisme solidaire étasunien au sein d'une multinationale des services », *Critique internationale*, n°64, p. 17-32.

MATHIEU L., 2002, « Rapport au politique, dimensions cognitives et perspectives pragmatiques dans l'analyse des mouvements sociaux », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°2, p. 76-100.

LE SYNDICALISME EN ACTES

JOURNÉES D'ÉTUDES APPROCHES ETHNOGRAPHIQUES DU TRAVAIL SYNDICAL

MAZEAUD A. (dir.), 2014, *Pratiques de la représentation politique*, Presses universitaires de Rennes.

MILKMAN R., VOSS K. (dir.), 2004, *Rebuilding Labor : Organizing and Organizers in the new union movement*, Cornell University Press.

MISCHI J., 2016, *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Agone.

NARRITSENS A., PIGENET M. (dir.), 2014, *Pratiques syndicales du droit : France, XXe-XXIe siècles*, Presses universitaires de Rennes.

NICOURD S., 2009, *Le travail militant*, Presses universitaires de Rennes.

NIZZOLI C., 2015, *C'est du propre ! Syndicalisme et travailleurs du « bas de l'échelle » (Marseille et Bologne)*, PUF.

NIZZOLI C., 2016, « S'adresser au syndicat pour s'excuser auprès de son employeur. Incompréhensions et résistances lors des permanences à la CGIL de Bologne », Journée d'étude CRAPUL, EthnoPol « "Militantisme de guichet" : enquêtes ethnographiques en comparaison », Lausanne.

Nouvelle revue de Psychosociologie, 2014/2, « Le travail syndical », n°18.

OFFERLE M., 2013, *Les patrons des patrons. Histoire du MEDEF*, Odile Jacob.

OFFERLE M., 2009, *Sociologie des organisations patronales*, La Découverte.

PIOTET F. (dir.), 2009, *La CGT et la recomposition syndicale*, PUF.

Politix, 2009, « Conflits au travail », 86.

ROULLAUD E., 2013, *La confédération paysanne à l'épreuve de la politique agricole commune (1987-2007). Transformation des pratiques de représentation du travail militant*, Thèse de science politique, Université Lyon 2.

SIMONET M., 2010, *Le travail bénévole. Engagement citoyen ou travail gratuit ? La Dispute*, Coll. « Travail et salariat ».

Terrains & Travaux, 2014/2, « Régulations professionnelles et organisations catégorielles », n°25.

YON K., 2008, *Retour sur les rapports entre syndicalisme et politique : le cas de la CGT-FO. Eléments pour la sociologie d'un « monde de pensée »*, Thèse de science politique, Université Paris 1.